Le Nord Kivu vit dans la terreur

- Et en Afrique, on dit quoi ? -

Colette Braeckman - 12 Septembre 2012 - Protégée par les forces de la Mission des Nations unies au Congo, Goma sait déjà qu'elle ne tombera pas aux mains des rebelles du M23 qui, plus au nord, occupent Rutshuru et ses environs. Cependant, la capitale du Nord Kivu vit dans l'angoisse et des ONG locales dénoncent des mutins qui « sèment la terreur, la faim et la mort ». Les déplacés de guerre affluent dans la ville et, dans le centre don Bosco, plus de 30% des femmes enceintes, faibles et mal nourries, meurent durant l'accouchement. Dans un autre centre, INUKA, soutenu en Belgique par EALE (1), les éducatrices, en trois jours seulement, ont accueilli plus de 90 enfants abandonnés. Leurs cas sont plus atroces les uns que les autres : Marie, recueillie par le CICR, n'a que onze mois. Sa maman avait fui le M23, le bébé attaché sur son dos. Dans la forêt, elle a croisé des guerriers Mai Mai, qui ont arraché l'enfant de son dos et se sont acharnés sur elle à l'arme blanche. Une autre petite fille, Sifa, 13 ans, venue du Masisi, a été violée à trois reprises par les militaires et aux éducateurs, elle a expliqué qu'elle voulait mourir. Une autre fillette, Zawadi, 14 ans, originaire du Masisi elle aussi, a également été violée par les militaires et, stigmatisée dans son quartier, elle a été obligée de fuir vers la ville.

Alors que les habitants de Goma constatent que les prix des produits de base ont explosé, les rebelles exigeant des péages exorbitants, ils s'estiment cependant privilégiés par rapport à leurs compatriotes qui vivent plus au Nord : selon Human Rights Watch, « les rebelles du M23 sont en train de commettre une horrible série de nouvelles atrocités ». Selon les entretiens menés par HRW avec 190 personnes, le mouvement M23 (composé de soldats mutins qui avaient refusé d'être déplacés dans d'autres provinces du Congo) a procédé à des recrutements forcés : dans le territoire de Rutshuru, depuis juillet, 137 jeunes hommes et garçons ont été enlevés à leur domicile, au marché ou alors qu'ils se rendaient aux champs et 33 jeunes, qui essayaient de s'enfuir ont été ligotés et abattus sur place. Quinze civils, soupçonnés d'être hostiles aux rebelles, ont été tués de sang froid tandis que 46 femmes ont été violées, dont une fillette de huit ans.

Les soldats mutins ont longtemps assuré que leur priorité était de combattre les combattants hutus des FDLR, connus pour perpétrer les pires atrocités. Eux mêmes ne sont pas en reste : à Chengerero, le 7 juillet, des rebelles ont défoncé la porte d'une maison, enlevé le mari, battu à mort le fils de la famille. Quant à la femme, ils l'ont violée collectivement puis, après avoir répandu du carburant entre ses jambes, ils y ont mis le feu.

Les exodes de population montrent d'où vient la pire terreur : c'est vers les zones gouvernementales que les civils fuient en masse et parmi eux des autorités locales, des chefs coutumiers, des défenseurs des droits humains et des journalistes, tous craignant pour leur vie après avoir témoigné des atrocités dont ils avaient été témoins.

Les chefs du M23 assurent cependant qu'ils se contentent de recruter des soldats dans leur propre communauté rwandophone et selon certains témoignages, -que nous avons personnellement recueillis à Goma- des appels téléphoniques venus du Rwanda pressent les Tutsis du Congo de soutenir le M23, au nom d'intérêts communautaristes. Human Rights Watch confirme par ailleurs, avec force détails, que l'armée rwandaise aurait fourni aux rebelles des armes, des munitions, et que plus de 600 recrues, sinon beaucoup plus, auraient été envoyées au Congo. En outre, l'armée rwandaise elle-même est intervenue à plusieurs reprises : plusieurs centaines de militaires, sous les ordres du général Emmanuel Ruvusha, basé à Gisenyi, ont traversé la frontière pour aider les mutins à s'emparer de la ville frontalière de Bunagana, de la base militaire de Rumangabo, des villes de Rutshuru, Kiwanja, Rugari, les anciennes places fortes tenues par Laurent Nkunda en 2009. De nombreux témoins -y compris nous-mêmes- ont vu les militaires rwandais, en grand nombre, circuler à bord de camions chargés d'armes et de munitions, se déployer en direction de la frontière du Congo, afin de participer aux opérations militaires aux côtés des mutins et, le cas échéant, de prendre la direction des opérations. Selon des déserteurs du M23 qui ont pu se confier à HRW, ce sont des officiers de l'armée rwandaise qui ont dirigé les entraînements des nouvelles recrues, parmi lesquelles beaucoup d'enfants de 13 ou 14 ans. Certaines de ces recrues provenaient du Nord Kivu, mais la plupart d'entre eux était originaire du Rwanda : militaires démobilisés de l'armée rwandaise, anciens partisans de Laurent Nkunda, ex- combattants hutus des FDLR renvoyés au Congo pour l'occasion, et aussi jeunes réfugiés tutsis congolais se trouvant dans des camps à Kibuye, Buymba et aussi Nkamira. Ce centre de transit avait reçu la

visite du Ministre Reynders qui s'était étonné d'y trouver tant de femmes et aussi peu d'hommes tandis que les représentants du HCR expliquaient qu'ils avaient été obligés d'installer dans le centre un éclairage électrique a giorno, afin d'empêcher les viols et autres actes de violence...

Ces multiples récits et témoignages, qu'ils aient été recueillis par HRW ou qu'ils émanent de sources privées, décrivent l'atmosphère de terreur régnant dans les zones occupées par le M23, confirment si besoin en était l'implication active du Rwanda aux côtés des mutins et infirment, avec force précisions, les dénégations du Rwanda assurant qu'il ne s'agît là que d'un problème entre ressortissants congolais...